

ANNEXE N° 1 AU CCAP : CLAUSE CARTE D'ACHAT

Le présent accord-cadre est exécuté par carte d'achat conformément aux dispositions du décret n°2023-209 du 27 mars 2023.

1. Présentation de la carte d'achat : outil de performance de gestion

L'ISAE-SUPAERO, pour les prestations d'achat objet de l'accord-cadre, propose de mettre en place une exécution via l'outil de gestion carte d'achat, qui est un levier de gains économique et de gestion pour le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

La carte d'achat permet l'allégement des traitements administratifs, ce qui rend les modalités de commande et de facturation simplifiées et la satisfaction du besoin plus rapide. En moyenne, l'utilisation de la carte d'achat permet d'économiser 71 % du coût d'une commande par rapport à un circuit traditionnel.

Les avantages pour le titulaire sont les mêmes que pour le pouvoir adjudicateur : réduction des coûts administratifs, accélération du processus et réduction importante des délais de règlement. Le titulaire est payé en cinq jours seulement et n'a plus besoin de procéder à des relances de paiement, ce qui s'accompagne d'une amélioration de sa trésorerie.

2. Contexte

Les commandes passées via la plateforme dématérialisée décrite à l'article 1.4 du CCAP donneront lieu à la mise en place du paiement par carte d'achat de niveau 3.

La carte d'achat constitue un moyen de paiement dont la mise en place est subordonnée à l'accord préalable du titulaire de l'accord-cadre et l'acceptation de ce dernier par l'opérateur bancaire BNP PARIBAS (01.43.16.84.14 - cm_proposalmanagementdesk@bnpparibas.com).

Dans le cas où le titulaire ne souhaiterait pas recourir à la carte d'achat ou si l'acceptation de l'opérateur bancaire est refusée ou retirée, les commandes seront effectuées selon les autres modalités d'exécution et de paiement décrites au CCAP.

Le choix de recourir à la carte d'achat n'empêche pas pour autant la passation des commandes selon les autres modalités, comme exposé à l'article 1.4 du CCAP.

Les cartes d'achat délivrées par l'opérateur bancaire aux porteurs sont des cartes à autorisation systématique, imposant au titulaire du présent accord-cadre d'obtenir l'accord de l'opérateur bancaire avant le traitement d'une commande, et ce quel que soit le montant de la transaction financière. La durée de validité de l'autorisation à compter de la demande est de 30 jours. En conséquence, si le délai entre l'autorisation et la télécollecte est supérieur à ce délai de validité, le titulaire s'engage à effectuer une nouvelle demande d'autorisation auprès de l'opérateur bancaire.

3. Prérequis à l'exécution par carte d'achat

Afin de permettre l'exécution d'un accord-cadre par carte d'achat, le titulaire doit se doter :

- d'une plateforme dématérialisée pour passer les commandes (le cas échéant via un contrat avec un prestataire de service chargé de l'interface de la plateforme) ;
- d'une solution d'acceptation permettant le traitement des commandes passées par cartes d'achat et s'appuyant sur une solution de traitement de flux financier interopérable, notamment sur le réseau retenu par le pouvoir adjudicateur dans son accord-cadre d'émission de carte d'achat (Visa, Mastercard, American Express...), certifié PCI-DSS ;
- d'un contrat monétique avec la banque BNP PARIBAS.

4. Conditions de fonctionnement de la carte d'achat

Les commandes passées au titre du présent accord-cadre pourront être notifiées au titulaire par tout porteur de carte d'achat au sens du décret n° 2023-209 du 7 mars 2023.

Les commandes par téléphone sont interdites.

Le processus carte d'achat est le suivant, pour chaque commande (à l'étape « commande » et non encore livrée) :

- 1 demande d'autorisation ;
- 1 livraison ;
- 1 ligne télécollecte ;
- 1 facture correspondant à une ligne de relevé d'opérations bancaires.

Les commandes par carte d'achat seront passées pendant les périodes de validité du présent accord-cadre.

Les télécollectes partielles ne peuvent être acceptées que sous réserve d'une référence unique d'autorisation bancaire.

5. Modalités de fonctionnement de la carte d'achat

Etapes successives :

a) Identification des porteurs de carte

En plus des mentions obligatoires prévues au présent accord-cadre, les commandes émises par les porteurs de carte d'achat devront impérativement comporter les nom et prénom du porteur ainsi que son Département ou Service.

b) Fonctionnement des commandes passées par carte d'achat

Après la constitution du panier de commande, le porteur procède à son paiement via sa carte d'achat. Si le paiement est accepté par la plate-forme bancaire, la commande est alors notifiée au titulaire pour exécution.

Dès que la prestation est exécutée, le titulaire peut procéder à la demande de paiement automatique par télécollecte auprès de l'opérateur bancaire BNP PARIBAS. Le délai de paiement pour les commandes passées par des porteurs de carte est celui conclu conventionnellement entre le titulaire du présent accord-cadre et l'opérateur bancaire des cartes d'achat, qui court à compter de la réception par l'opérateur bancaire de la demande de paiement.

Parallèlement à cette demande de règlement, le titulaire s'engage à adresser les factures au service liquidateur mentionné au présent accord-cadre, en précisant que la facture a été acquittée par carte d'achat.

c) Contestation des commandes passées par carte d'achat

S'agissant des litiges relatifs au montant des factures, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 45 jours suivant la réception du relevé d'opérations bancaires (envoyé par l'opérateur bancaire) par le service liquidateur pour notifier ses observations à l'opérateur bancaire.

En cas de désaccord du titulaire, celui-ci doit alors en référer au pouvoir adjudicateur.

Dans l'hypothèse où les contestations s'avèreraient fondées, le titulaire s'engage à mettre en place conjointement avec l'opérateur bancaire un dispositif d'avoir au profit du pouvoir adjudicateur, d'un montant équivalent au manquement constaté, en créditant à nouveau la carte du (des) porteur(s) concerné(s) par ces contestations. En cas d'impossibilité de mise en œuvre de ce dispositif,

particulièrement en fin de validité de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'émettre un titre de perception envers le titulaire afin de recouvrer les créances concernées.

6. Limitation du recours aux cartes d'achats

S'agissant des commandes passées par carte d'achat, le titulaire s'engage :

- à ne pas livrer les fournitures de manière partielle sans accord préalable du pouvoir adjudicateur ;
- à livrer les fournitures ou à exécuter les prestations dans les délais.

7. Utilisation de la plateforme dématérialisée de commande du titulaire pour la passation des commandes par carte d'achat

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à mettre à disposition du pouvoir adjudicateur dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre une plateforme dématérialisée de commande au profit des porteurs de cartes d'achat.

Les modalités afférentes à l'utilisation de cette plateforme seront définies d'un commun accord entre le titulaire du accord-cadre, le pouvoir adjudicateur et le responsable de programme dans un mode opératoire.